



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 22 février 2012

CDDH(2012)R74

**COMITE DIRECTEUR POUR LES DROITS DE L'HOMME
(CDDH)**

RAPPORT

74^e réunion, Strasbourg, 7-10 février 2012

Résumé

Lors de sa 74^e réunion (Strasbourg, 7-10 février 2012), le Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) a, en particulier :

- (i) adopté son rapport final sur des mesures nécessitant des amendements à la Convention (CDDH(2012)R74 Addendum I), pour transmission au Comité des Ministres accompagné, pour mémoire, de son rapport final sur des mesures qui ne nécessitent pas d'amendements à la Convention (CDDH(2012)R74 Addendum II) ;
- (ii) adopté sa contribution à la Conférence ministérielle organisée par la Présidence britannique du Comité des Ministres (CDDH(2012)R74 Addendum III), pour transmission au Comité des Ministres ;
- (iii) adopté un projet de Lignes directrices concernant la sélection des candidats pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme (CDDH(2012)R74 Addendum IV), pour transmission au Comité des Ministres en vue de leur adoption, et l'exposé des motifs y afférent, pour transmission au Comité des Ministres afin qu'il en prenne note ;
- (iv) échangé des vues avec le Président de la Cour européenne des droits de l'homme, Sir Nicolas BRATZA (voir Annexe III ci-après) ;
- (v) décidé de la méthode de désignation des membres de la Commission pour l'égalité entre les femmes et les hommes (GEC) et, sur cette base, élu les 16 membres qui participeront aux travaux aux frais du Conseil de l'Europe (voir Annexe IV ci-après) ;
- (vi) établi un groupe de rédaction sur les droits des personnes âgées (CDDH-AGE), décidé qu'il fera rapport au CDDH lors de la 75^e réunion de celui-ci (19-22 juin 2012), désigné les 12 membres qui participeront aux travaux du groupe aux frais du Conseil de l'Europe et élu M. Jakub WOLASIEWICZ (Pologne) Président du groupe (voir paragraphe 14 ci-après) ;
- (vii) décidé d'inviter le Professeur Frédéric MEGRET (McGill University, Montréal, Canada) à un échange de vues sur la promotion des droits des personnes âgées lors de sa 75^e réunion (19-22 juin 2012) ;
- (viii) décidé de, dans la mesure du possible, échanger des vues avec un expert dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises lors de sa 75^e réunion (19-22 juin 2012) ;
- (ix) adopté le calendrier de ses réunions et de celles de ses instances subordonnées (voir Annexe V ci-après).

Annexes

- I. Liste des participants
- II. Ordre du jour (tel qu'adopté)
- III. Allocution du Président de la Cour européenne des droits de l'homme, sir Nicolas BRATZA
- IV. Membres de la Commission pour l'égalité entre les femmes et les hommes (GEC) participant aux travaux aux frais du Conseil de l'Europe
- V. Calendrier des réunions du CDDH et de ses instances subordonnées

Addenda

- Rapport final sur des mesures nécessitant des amendements à la Convention (CDDH(2012)R74 Addendum I)
- Rapport final sur des mesures qui ne nécessitent pas d'amendements à la Convention (CDDH(2012)R74 Addendum II)
- Contribution à la Conférence ministérielle organisée par la Présidence britannique du Comité des Ministres (CDDH(2012)R74 Addendum III)
- Projet de Lignes directrices du Comité des Ministres concernant la sélection des candidats pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme et exposé des motifs y afférent (CDDH(2012)R74 Addendum IV)

* * *

Introduction

1. Le CDDH a tenu sa 74^e réunion du 7 au 10 février 2012, sous la présidence de M. Derek WALTON (Royaume-Uni). La liste des participants figure à l'Annexe I.¹ L'ordre du jour, tel qu'il a été adopté, figure à l'Annexe II. Le Comité a pris note du document de référence (informations générales) préparé par le Secrétariat et du rapport de la dernière réunion de son Bureau.

POINT 1 : OUVERTURE DE LA REUNION DU CDDH, ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DE L'ORDRE DES TRAVAUX

2. Le CDDH adopte l'ordre des travaux figurant dans le document CDDH(2012)OT001, afin notamment de disposer du temps nécessaire à l'examen du projet de contribution à la Conférence ministérielle organisée par la Présidence britannique du Comité des Ministres (voir point 4 ci-dessous).

POINT 2 : RECOMMANDATIONS DE L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE

3. Le CDDH est informé des recommandations récemment adoptées par l'Assemblée parlementaire².

POINT 3 : ECHANGES DE VUES AVEC DES PERSONNALITES

3.1 Échange de vues avec le Président de la Cour européenne des droits de l'homme

4. Le CDDH procède à un échange de vues très fructueux avec le Président de la Cour, Sir Nicolas BRATZA. L'allocution liminaire de celui-ci figure à l'Annexe III ci-après.

3.2 Personnalités à inviter

5. Le CDDH décide d'inviter le Professeur Frédéric MEGRET (McGill University, Montréal, Canada) à un échange de vues sur la promotion des droits des personnes âgées lors de sa 75^e réunion (19-22 juin 2012). Par ailleurs, le CDDH invite les membres qui le

¹ Faisant suite à la Déclaration CM(2009)68 – « Faire de l'égalité entre les femmes et les hommes une réalité dans les faits » et aux propositions pratiques élaborées par le Bureau du Comité directeur sur les médias et les nouveaux services de communication (CDMC, document CDMC-BU(2010)001), la liste des participants inclut désormais des chiffres sur la répartition des participants par sexe.

² Recommandations 1991(2012) *Garantir l'autorité et l'efficacité de la Convention européenne des droits de l'homme* et 1993(2012) *Protéger les droits humains et la dignité de la personne en tenant compte des souhaits précédemment exprimés par les patients*. Le Secrétariat fera circuler ces textes pour l'information des membres du CDDH.

souhaitent à envoyer des propositions de noms au Secrétariat concernant l'expert à inviter à la 75^e réunion (19-22 juin 2012) pour un échange de vues sur la responsabilité sociale des entreprises dans le domaine des droits de l'homme.

POINT 4: TRAVAUX MENES PAR LE COMITE D'EXPERTS SUR LA REFORME DE LA COUR (DH-GDR)

6. Le Président du DH-GDR, M. Vit SCHORM (République tchèque) fait rapport sur les travaux du DH-GDR depuis la dernière réunion du CDDH.

7. Le CDDH consacre une partie importante de sa présente réunion à l'examen détaillé des textes approuvés par le DH-GDR, à savoir le projet de rapport final du CDDH sur des mesures nécessitant des amendements à la Convention, assorti d'annexes, et le projet de contribution du CDDH à la Conférence ministérielle qui sera organisée à Brighton (Royaume-Uni) par la Présidence britannique du Comité des Ministres. Le CDDH fait sienne la structure révisée pour la présentation de ces documents telle que le Bureau l'a proposée (voir le rapport de la réunion du Bureau CDDH-BU(2012)R84, Annexe II).

4.1 Projet de rapport final sur des mesures nécessitant des amendements à la Convention

8. Le CDDH examine paragraphe par paragraphe le projet de rapport final sur des mesures nécessitant des amendements à la Convention, ainsi que deux de ses annexes³. Il considère que le contenu de ce rapport et de ses annexes correspond au mandat reçu des Délégués, à savoir la présentation d'arguments en faveur et contre chaque proposition, en vue d'une prise de décisions au niveau politique. Au terme de son examen, le CDDH adopte son rapport final sur des mesures nécessitant des amendements à la Convention, avec ses annexes, tel qu'il figure au document CDDH(2012)R74 Addendum I, et décide de le transmettre au Comité des Ministres.

9. Le CDDH estime utile de joindre à l'envoi du rapport précité un autre document qu'il avait élaboré en 2010 à la demande du Comité des Ministres dans le cadre du suivi du processus d'Interlaken, à savoir son rapport final sur des mesures qui ne nécessitent pas d'amendements à la Convention⁴. Il décide de le transmettre au Comité des Ministres pour mémoire (CDDH(2012)R74 Addendum II).

10. Le CDDH considère que ces deux rapports finaux se complètent et offrent un éclairage particulièrement pertinent pour une bonne compréhension de sa contribution à la Conférence ministérielle de Brighton.

³ Le CDDH a déjà examiné et adopté les autres annexes lors de sa 73^e réunion (6-9 décembre 2011).

⁴ Adopté par le CDDH lors de sa 71^e réunion (2-5 novembre 2010).

4.2 Projet de contribution à la Conférence ministérielle organisée par la Présidence britannique du Comité des Ministres

11 Le CDDH note que la structure du projet de contribution correspond, comme il l'avait demandé, aux thèmes choisis par les autorités britanniques pour la Conférence et aux instructions données lors de la 73^e réunion (6-9 décembre 2011). Dans son examen paragraphe par paragraphe, le CDDH introduit des modifications et ajouts qui visent, notamment, à mieux mettre en exergue les liens étroits entre cette contribution et les Déclarations d'Interlaken et Izmir et à mieux faire ressortir la responsabilité partagée entre les Etats et la Cour en matière de protection des droits de l'homme. Au terme de son examen, il adopte sa contribution telle qu'elle figure au document CDDH(2012)R74 Addendum III et décide de la transmettre au Comité des Ministres.

POINT 5 : PROJET D'INSTRUMENT NON CONTRAIGNANT CONCERNANT LA SELECTION DES CANDIDATS POUR LE POSTE DE JUGE A LA COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

12. La Présidente du groupe sur la sélection des candidats pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme, Mme Isabelle NIEDLISPACHER (Belgique), fait rapport au CDDH du projet de lignes directrices et d'exposé des motifs rédigé par le groupe. Le CDDH salue la qualité des travaux accomplis et, après examen paragraphe par paragraphe, adopte le projet de Lignes directrices, qu'il transmet au Comité des Ministres en vue de leur adoption, ainsi que le projet d'exposé des motifs y afférent, qu'il transmet au Comité des Ministres afin qu'il en prenne note. Ces textes figurent au document CDDH(2012)R74 Addendum IV.

POINT 6 : DEVELOPPEMENT ET PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME

13. Le CDDH apprécie la teneur de l'étude préliminaire concernant la promotion des droits et de la dignité des personnes âgées préparée par le Secrétariat. Pour la suite des travaux à ce sujet, il donne mandat à son groupe de rédaction sur les droits des personnes âgées (CDDH-AGE) de faire rapport au CDDH lors de la 75^e réunion de celui-ci (19-22 juin 2012) sur les questions évoquées dans le document CDDH(2012)002, et en particulier sur les questions-clés suivantes :

- (i) la nature de l'instrument non contraignant (Recommandation, Lignes Directrices ou autres formes, tels qu'une « guide pratique ») ainsi que les destinataires de l'instrument (les gouvernements ou bien les personnes âgées elles-mêmes) ;
- (ii) la portée de l'instrument : le groupe devrait discuter s'il serait préférable de se concentrer sur un ou plusieurs aspects spécifiques (tels que la discrimination) ou groupes particulièrement vulnérables, ou bien d'aborder la question de manière plus générale ; il devrait

également discuter si la portée de l'instrument devrait se limiter aux droits prévus par la CEDH ou aller au-delà et aborder aussi les droits sociaux et économiques ;

- (iii) le contenu de l'instrument : le CDDH estime qu'il est important d'obtenir un résultat qui apporte une valeur ajoutée distincte et évite une simple duplication de normes déjà existantes, notamment en fournissant des orientations pratiques lorsqu'il est possible; le groupe devrait identifier le contenu et la nature des lacunes existantes et identifier des priorités ;
- (iv) le groupe devrait aussi examiner si une définition des « personnes âgées » devrait y figurer. Enfin, il devrait aborder les droits des personnes âgées en gardant à l'esprit la perspective de genre.

14. Quant à la composition du CDDH-AGE, il rappelle que ce groupe de rédaction est déjà prévu dans le mandat du CDDH et que les autorités nationales peuvent choisir de s'y faire représenter par leur expert du CDDH ou par une autre personne. Le CDDH désigne les 12 Etats membres suivants qui participeront aux travaux du groupe aux frais du Conseil de l'Europe : Autriche, République tchèque, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Italie, Pologne, Fédération de Russie, Espagne, Suisse et Royaume-Uni. Il est entendu que tout Etat membre peut envoyer d'autres représentants à ses propres frais. Les autres participants et les observateurs au sein du CDDH pourront également se faire représenter à leurs propres frais. En plus, le Secrétariat identifiera des ONG spécialisées dont la présence pourrait être utile aux travaux. Le CDDH note également qu'il sera important de tenir compte des travaux d'autres instances internationales et d'autres organes du Conseil de l'Europe, notamment en matière de droits sociaux, de société de l'information et de bioéthique. Enfin, le CDDH élit M. Jakub WOLASIEWICZ (Pologne) Président du groupe.

POINT 7 : BIOETHIQUE

15. Le CDDH note que M. le Prof. Eugenijus GEFENAS (Lituanie), Président du nouveau Comité sur la bioéthique (DH-BIO), a suggéré de rencontrer le Bureau lors de la réunion de celui-ci les 7-8 juin 2012, ce qui lui permettrait de présenter un rapport plus circonstancié des travaux en cours, en complément des informations fournies par le Secrétariat du DH-BIO lors de la 73^e réunion du CDDH (6-9 décembre 2011). Le CDDH prend note du dernier rapport de réunion du Comité directeur sur la bioéthique (CDBI) qui a été remplacé par le DH-BIO. Il décide de ne pas envoyer à l'avenir de représentant(e) aux réunions du DH-BIO, mais d'inviter le/la Président(e) de celui-ci et son Secrétariat, sur une base ad-hoc, à faire rapport à telle ou telle réunion du Bureau et/ou de la plénière du CDDH.

POINT 8 : EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

16. Le CDDH prend note du dernier rapport de réunion de l'ancien Comité directeur pour l'égalité entre les femmes et les hommes (CDEG) et de l'échange des vues constructif et fructueux que son Bureau a eu avec la Présidente et la Vice-Présidente sortantes de ce comité au sujet des travaux menés jusqu'ici et des tâches qui incomberont en 2012-2013 à la nouvelle Commission pour l'égalité entre les femmes et les hommes (GEC), en gardant à l'esprit le mandat que cette Commission a reçu du Comité des Ministres⁵.

17. Pour la désignation des 16 membres qui participeront aux travaux de la GEC aux frais du Conseil de l'Europe, le CDDH fait sienne la méthode proposée par le Bureau et procède sur cette base à l'élection de ces membres. La méthode de désignation et les résultats du vote, avec indication de la durée du mandat de chaque membre, figurent à l'Annexe IV au présent rapport.

18. Enfin, le CDDH décide de ne pas envoyer à l'avenir de représentant(e) aux réunions de la GEC, mais d'inviter le/la Président(e) de celui-ci et son Secrétariat, sur une base ad-hoc, à faire rapport à telle ou telle réunion du Bureau et/ou de la plénière du CDDH.

POINT 9 : CONTRIBUTION DU CDDH A LA 31^E CONFERENCE DES MINISTRES DE LA JUSTICE DU CONSEIL DE L'EUROPE (VIENNE, 20-21 SEPTEMBRE 2012)

19. Le Secrétariat informe le CDDH sur l'état de préparation de la 31^e Conférence des Ministres de la Justice du Conseil de l'Europe (Vienne, 20-21 septembre 2012). qui aura pour thème : *Réponses de la Justice à la violence urbaine*. Les deux sous-thèmes ont pour titre : (i) *groupes organisés : leurs nouveaux moyens de communiquer* ; (ii) *mineurs auteurs et victimes*. Il note que le Président du CDDH y fera une intervention sur la base des éventuels commentaires que les membres du CDDH souhaiteraient porter à son attention. A cette fin, le Secrétariat fera circuler les documents préparatoires de la conférence aussi rapidement qu'ils seront disponibles.

POINT 10 : DESIGNATION D'EXPERTS POUR DES INSTANCES SUBORDONNEES**(i) Groupe de rédaction sur les personnes âgées (CDDH-AGE)**

20. Voir paragraphe 14 ci-dessus.

⁵ Voir le document CDDH(2011)R73 Annexe VIII :

http://www.coe.int/t/dghl/standardsetting/cddh/Meeting%20reports%20committee/73_fr.pdf

(ii) Commission pour l'égalité entre les femmes et les hommes (GEC)

21. Voir paragraphe 17 ci-dessus et Annexe IV.

POINT 11 : CALENDRIER

22. Le calendrier de réunions pour 2012, tel qu'adopté par le CDDH, figure à l'Annexe V. Le CDDH décide de revenir sur la question de l'organisation de ses travaux futurs concernant la réforme de la Cour, en particulier ceux menés par le Groupe de rédaction GT-GDR-B, à la lumière des décisions qui seront prises à la Session ministérielle du 14 mai 2012.

* * *

23. Ayant appris que M. Lipót HÖLTZL (Hongrie) ne participera plus aux réunions, le CDDH lui exprime sa gratitude pour sa contribution à ses travaux depuis de nombreuses années et lui souhaite plein succès dans ses nouvelles fonctions.

* * *

Annexe I**List of participants / Liste des participants****MEMBERS / MEMBRES****ALBANIA / ALBANIE**

Ms Agela FERIZAJ, Représentation Permanente d'Albanie auprès du Conseil de l'Europe
2, rue Waldteufel, 67000 Strasbourg
Tel.: 00 33 3 88 36 02 06 - Fax: 00 33 3 88 35 15 79
E-mail: agela.ferizaj@mfa.gov.al

ANDORRA / ANDORRE

Mr Joan FORNER ROVIRA, Senior Legal Adviser Department of General and Legal Affairs,
Ministry of Foreign Affairs, Government of the Principality of Andorra
Tel.: 00 376 875 704 - Fax: 00 376 869 559
Email: joan_forner@govern.ad

Mr Andreu JORDI, Représentant Permanent Adjoint, Représentation Permanente d'Andorre
auprès du Conseil de l'Europe, 10, avenue du Président Robert Schuman, 67000 Strasbourg
Tel.: 00 33 3 88 35 61 55 - Fax: 00 33 3 88 36 85 77
E-mail: rpand@andorra.ad

ARMENIA / ARMENIE

Mr Levon AMIRJANYAN, Chef du département des affaires juridiques, Ministère des affaires
étrangères, Place de la République, Maison de Gouvernement 2, Yerevan 0010
Tel: 00 37410 54 40 41 (ext. 278)
E-mail: l.amirjanyan@mfa.am

AUSTRIA / AUTRICHE

Mrs Brigitte OHMS, Deputy Government Agent, Division for International Affairs and General
Administrative Affairs, Federal Chancellery, Dpt. V/5, Constitutional Service, Ballhausplatz 2,
1010 Wien
Tel: 00 43 1 53115 / 24 62 - Fax: 00 43 1 53109 / 24 62
E-mail: brigitte.ohms@bka.gv.at ; menschenrechte@bka.gv.at

AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN

Mr Chingiz ASKAROV, Agent of the Government of the Republic of Azerbaijan at the European
Court of Human Rights, Prezident Sarayi, İstiqlaliyyət küç.19, Baku A-1066
Tel/Fax: 00 994 124 923 920
E-mail: agent@pa.gov.az

BELGIUM / BELGIQUE

Mr Philippe WERY, Chef du Service des droits de l'homme, SPF Justice, Service des Droits de
l'Homme, Boulevard de Waterloo 115, B-1000 Bruxelles
Tel: 00 32 2 542 67 97 - Fax: 00 32 2 542 70 09
E-mail: philippe.wery@just.fgov.be

Mme Isabelle NIEDLISPACHER, co-Agent du Gouvernement, SPF Justice, Service des Droits de l'Homme, Boulevard de Waterloo 115, B-1000 Bruxelles
Tel: 00 32 2 542 71 21 - Fax: 00 32 2 542 70 09
E-mail: isabelle.niedlispacher@just.fgov.be

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Apologised/excusé

BULGARIA / BULGARIE

Mr Ivan Velikov PETKOV, Ambassador, director of "human rights" directorate of the Ministry of foreign affairs of Republic of Bulgaria? 2 "Alexander Jendov" street, 1113 Sofia
Tel: 00 359 2 870 34 94 - Fax: 00 359 2 971 24 34
E-mail: Ivan.velikov.petkov@mfa.bg

CROATIA / CROATIE

Mrs Romana KUZMANIĆ OLUIĆ, Ministry of Foreign Affairs and European Integration, Directorate for Multilateral Affairs, Department for Human Rights and International Organization, N. Š. Zrinskog 7-8, HR 10000 Zagreb
Tel: 00 385 1 4597 783 - Fax: 00 385 1 4597416
E-mail: Romana.Kuzmanic-Oluic@mvpei.hr

CYPRUS / CHYPRE

Apologised/excusé

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Mr Vit SCHORM, Government Agent, Ministry of Justice, Vyšehradská 16, 128 10 Praha 2
Tel: 00 420 221 997 442 - Fax: 00 420 221 997 445
E-mail: vschorm@mzp.justice.cz

DENMARK / DANEMARK

Mr Rasmus KIEFFER-KRISTENSEN, Legal Adviser, Human Rights Unit, Danish Ministry of Justice, Slotsholmsgade 10, DK-1216 Copenhagen K
Tel: 00 7226 88 14; 00 7226 84 00
E-mail: rkk@jm.dk

ESTONIA / ESTONIE

Mrs Maris KUURBERG, Government Agent before the European Court of Human Rights, Ministry of Foreign Affairs Islandi väljak 1, 15049 Tallinn
Tel: 00 372 6377 400 - Fax: 00 372 6377 439
E-mail: maris.kuurberg@mfa.ee

FINLAND / FINLANDE

Mr Arto KOSONEN, Government Agent, Director, Unit for Human Rights Court and Conventions, Legal Service, Ministry of Foreign Affairs, P.O. Box 411, FI-00023 Government
Tel: 00 358 9 1605 5729 - Fax: 00 358 9 1605 5951
E-mail: arto.kosonen@formin.fi

FRANCE

Mme Anne-Françoise TISSIER, Sous-directeur des droits de l'homme, Agent du Gouvernement, Ministère des affaires étrangères, DJ/HOM, 57 boulevard des Invalides, F-75007 Paris

Tel: 00 33 1 53 69 36 18 - Fax: 00 33 1 53 69 36 74

E-mail: anne-francoise.tissier@diplomatie.gouv.fr

GEORGIA / GEORGIE

Ms Shorena MEZURNISHVILI, Head of Litigation Unit of the Department of State Representation to the International Courts of Human Rights, Ministry of Justice of Georgia

Tel: 00 995 322 40 51 39

E-mail: shmezurnishvili@justice.gov.ge

GERMANY / ALLEMAGNE

Mr Hans-Jörg BEHRENS, Head of Unit IVC1, Human Rights Protection; Government Agent before the European Court of Human Rights, Bundesministerium der Justiz, Mohrenstr. 37, 10117 Berlin

Tel: 00 49 30 18 580 94 31 - Fax: 00 49 30 18 580 94 32

E-mail: behrens-ha@bmj.bund.de

GREECE / GRECE

Mr Theofilos ZAFEIRAKOS, Adjoint au Représentant Permanent, Représentation Permanente de la Grèce auprès du Conseil de l'Europe, 67000 Strasbourg

Tel: 00 33 3 88 32 88 18 – Fax: 00 33 3 88 23 12 46

E-mail: greekdelegce@wanadoo.fr

Mme Ourania PATSOPOULOU, Membre du Conseil Juridique de l'État, Attachée à la Représentation Permanente de la Grèce auprès du Conseil de l'Europe, 67000 Strasbourg

Tel: 00 33 3 88 23 74 83 – Fax: 00 33 3 88 23 12 46

E-mail: patsopoulou@mfa.gr

HUNGARY / HONGRIE

Mr Lipót HÖLTZL, Head of Department, Agent of the Government, Ministry of Public Administration and Justice, Kossuth tér 4., H-1055 Budapest

Tel: 00 36 1 795 62 45 - Fax: 00 36 1 795 05 08

E-mail: lipot.holtzl@kim.gov.hu

ICELAND / ISLANDE

Ms María Rún BJARNADOTTIR, Senior Legal Adviser, Ministry of the Interior, Human Rights, Sölvhólgötu 7, 150 Reykjavík

Tel: 00 354 545 8249 - Fax: 00 354 552 7340

E-mail: maria.run.bjarnadottir@irr.is

IRELAND / IRLANDE

Mr Peter WHITE, Co-Agent for the Government of Ireland, Assistant Legal Adviser, Legal Division, Department of Foreign Affairs and Trade, 80 St Stephen's Green, Dublin 2

E-mail: peter.white@dfa.ie

ITALY / ITALIE

Ms Stefania ROSINI, Ministero Affari Esteri – Servizio per gli affari giuridici, del contenzioso diplomatico e dei trattati, Piazzale della Farnesina 1, 00194 Roma

Tel: 00 39 06 36 91 24 60 - Fax: 00 39 06 323 03 15

E-mail: stefania.rosini@esteri.it

Mr Mario REMUS, Conseiller juridique, Service des Affaires Juridiques du Ministère des Affaires Étrangères, Piazzale della Farnesina, 1, I - 00135 Roma

Tel: 00 39 06 369 124 60 - Fax: 00 39 06 323 03 15

E-mail : mario.remus@esteri.it

LATVIA / LETTONIE

Mrs Inga REINE, Government Agent, Representative of the Government of Latvia before International Human Rights Organizations, Ministry of Foreign Affairs, Brivibas blvd 36, Riga LV 1395

Tel: 00 371 70 16 340 - Fax: 00 371 72 88 121

E-mail: inga.reine@mfa.gov.lv

LIECHTENSTEIN

Mr Dominik MARXER, Deputy Permanent Representative to the Council of Europe, Office for Foreign Affairs, Heiligkreuz 14, Postfach 684, FL-9490 Vaduz

Tel: 00 423 236 60 63 - Fax: 00 423 236 60 59

E-mail: dominik.marxer@aaa.llv.li

LITHUANIA / LITUANIE

Mrs Elvyra BALTUTYTE, Agent of the Government of Lithuania to the European Court of Human Rights, Ministry of Justice, Gedimino ave. 30/1, LT-01104 Vilnius

Tel: 00 3705 266 29 90 - Fax: 00 3705 266 28 73

E-mail: e.baltutyte@tm.lt

LUXEMBOURG

Mme Brigitte KONZ, Conseillère à la Cour d'Appel, Bâtiment CR, Cité Judiciaire, L-2080 Luxembourg

Tel: 00 352 475981-279 - Fax: 00 352 475981-773

E-mail: brigitte.konz@justice.etat.lu

Ms Anne KAYSER-ATTUIL, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Luxemburg to the Council of Europe, 65, allée de la Robertsau, 67000 Strasbourg

Tel: 00 33 3 88 15 26 36 - Fax: 00 33 3 88 15 26 37

E-mail: strasbourg rp@mae.etat.lu

MALTA / MALTE

Dr Peter GRECH, Attorney General, Office of the Attorney General, The Palace, Valletta VLT 1115

Tel: 00 356 21 225 841 - Fax: 00 356 21 240 738

E-mail: peter.grech@gov.mt

MONACO

Mr Jean-Laurent RAVERA, Département des Relations Extérieures de Monaco/Cellule Droits de l'Homme, Agent du Gouvernement près la Cour Européenne des Droits de l'Homme

Tel: 00 377 98 98 21 88 - Fax: 00 377 98 98 85 54

E-mail: jlravaera@gouv.mc

MONTENEGRO

Ms Ivana JELIC, Assistant Professor in Human Rights Law and Legal expert to the Ministry, Law Faculty of University of Montenegro, Ministry for Human and Minority Rights of Montenegro, Pravni fakultet, Univerzitet Crne Gore, Ul. 13. jula br. 2, 81000 Podgorica

Tel: 00 382 69 385 287

E-mail: ijelic@yahoo.com

THE NETHERLANDS / PAYS-BAS

Mr Roeland BÖCKER, Ministry of Foreign Affairs, International Law Division, PO Box 20061, The Hague, NL-2500 EB

Tel: 00 31 70 348 48 98 - Fax: 00 31 70 348 51 28

E-mail: roeland.bocker@minbuza.nl

NORWAY / NORVEGE

Mrs Audgunn SYSE, Acting Legal Adviser, Norwegian Ministry of Justice and the Police, Legislation Department

Tel: 00 47 22 24 57 84

E-mail: audgunn.syse@jd.dep.no

POLAND / POLOGNE

Mr Jakub WOLASIEWICZ, Government Agent, Ministry of Foreign Affairs, Aleja Szucha 23, Warsaw 00580

Tel: 00 48 22 523 99 81 - Fax: 00 48 22 523 95 12

E-mail: jakub.wolasiewicz@msz.gov.pl

PORTUGAL

Mme Maria de Fátima GRAÇA CARVALHO, Agente du Gouvernement, Procureur-Général adjointe, Procuradoria Geral da Republica, rua de Escola Politécnica, N° 140, P-1249-269 Lisboa

Tel: 00 351 21 392 1900

E-mail: fatima.carvalho@pgr.pt

REPUBLIC OF MOLDOVA/ REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Apologised/excusé

ROMANIA / ROUMANIE

Ms Irina CAMBREA, Government Agent, Ministry of Foreign Affairs, 14, Aleea Modrogan, Sector 1, Bucharest

E-mail: irina.cambrea@mae.ro

RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE

Mr Vladislav ERMAKOV, Deputy to the Permanent Representative, Chancery, 75 allée de la Robertsau, 67000 Strasbourg

Tel: 00 33 3 88 24 20 15 - Fax: 00 33 3 88 24 19 74

E-mail: representationpermderrussie@wanadoo.fr

Ms Maria MOLODTSOVA, 1st Secretary, Department for International Humanitarian Cooperation and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs, 32/34, Sennaya sq., 119200 Moscow
Tel: 00 7 495 244 30 25
E-mail: m.molodtsova@mail.ru

SAN MARINO / SAINT-MARIN

Apologised/excusé

SERBIA / SERBIE

Mr Slavoljub CARIC, Government Agent, Ministry for Human and Minority Rights, Office of the Agent before the ECHR, Boul. Mihaola Pupina 2, 11000 Belgrade
Tel: 00 381 11 31 7074 - Fax: 00 381 11 311 73 56
E-mail: slavoljub.caric@mpravde.gov.rs

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Mr Juraj KUBLA, Ministry of Foreign Affairs of the Slovak Republic, Human Rights Department
Hlboka cesta 2, 833 36 Bratislava
Tel: 00 421 2 5978 3777 - Fax: 00 421 2 5978 3779
E-mail: juraj.kubla@mzv.sk

SLOVENIA/SLOVENIE

Ms Irena VOGRINCIC, Adviser, Ministry of Justice, Zupanciceva 3, 1000 Ljubljana
Tel: 00 386 1 369 52 40 - Fax: 386 (0)1 369 52 33
E-mail: irena.vogrincic@gov.si

SPAIN / ESPAGNE

Mr Fernando IRURZUN MONTORO, Chef du Service juridique des Droits de l'Homme, Ministère de la Justice, Madrid
Tel: 00 34 91 390 47 78/77 - Fax: 00 34 91 390 21 48
E-mail: f.irurzun@dsje.mju.es

SWEDEN / SUEDE

Ms Inger KALMERBORN, Senior Legal Adviser, Ministry for Foreign Affairs, SE 103 39 Stockholm
Tel: 00 46 8 405 41 75 - Fax: 00 46 8 723 11 76
E-mail inger.kalmerborn@foreign.ministry.se

SWITZERLAND / SUISSE

Mr Frank SCHÜRMAN, Agent du Gouvernement, Chef de l'unité Droit européen et protection internationale des droits de l'homme, Office fédéral de la justice, Bundesrain 20, CH-3003 Berne
Tel: 00 41 31 322 84 01 - Fax: 00 41 31 322 78 64
E-mail: frank.schuermann@bj.admin.ch

“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” / “L’EX-RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACÉDOINE”

Ms Svetlana GELEVA, Head of Department for Multilateral affairs, Ministry of Foreign Affairs, Skopje
Tel: 00 389 23 12 40 77 - Fax: 00 389 23 15 07 90
E-mail: Svetlana.Geleva@mfa.gov.mk

TURKEY / TURQUIE

Mme Deniz AKÇAY, Adjointe au Représentant permanent de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe, 23, boulevard de l'Orangerie, F-67000 Strasbourg
Tel: 00 33 3 88 36 50 94 - Fax: 00 33 3 88 24 03 73
E-mail: dakcay@mfa.gov.tr

Ms Gönül ERÖNEN, Adjointe au Représentant permanent de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe, 23, boulevard de l'Orangerie, F-67000 Strasbourg
Tel: 00 33 3 88 36 50 94 - Fax: 00 33 3 88 24 03 73
E-mail: gonul.eronen@mfa.gov.tr

Ms Selin ÖZAYDIN, Adjointe au Représentant permanent de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe, 23, boulevard de l'Orangerie, F-67000 Strasbourg
Tel: 03 88 24 85 77
E-mail: turkdel@fr.oleane.com

Mr Bayram TURGUT, Adjoint au Représentant permanent de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe, 23, boulevard de l'Orangerie, F-67000 Strasbourg
Tel: 00 33 3 88 36 50 94 - Fax: 00 33 3 88 24 03 73
E-mail: bayram.turgut@adalet.gov.tr

Mme Işık BATMAZ, Legal Expert, Représentation permanente de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe, 23, boulevard de l'Orangerie, F-67000 Strasbourg
Tel: 00 33 3 24 87 12 - Fax: 00 33 3 88 24 03 73
E-mail: turkdel@fr.oleane.com

UKRAINE

Mr Yevgen PERELYGIN, Director, Bureau for European Integration, Secretariat of the Cabinet of Ministers of Ukraine, Ministry of Foreign Affairs, 1 Mykhaylivska square, Kiev
Tel: 00 38 044 256 63 10
E-mail: perelygin@apu.gov.ua

Ms Oksana PASHENINK, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Ukraine to the Council of Europe, 21, rue Trubner - 67000 Strasbourg
Tel: 00 33 (3) 88 61 44 51 - Fax: 00 33 (3) 88 60 01 78
E-mail: eu_fr@mfa.gov.ua

Ms Olena PETRENKO, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Ukraine to the Council of Europe, 21, rue Trubner - 67000 Strasbourg
Tel: 00 33 (3) 88 61 44 51 - Fax: 00 33 (3) 88 60 01 78
E-mail: eu_fr@mfa.gov.ua

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Derek WALTON, Chairman of the CDDH / Président du CDDH, Legal Counsellor, Foreign and Commonwealth Office, King Charles Street, London SW1A 2AH
Tel: 00 44 207 270 37 85 - Fax: 00 44 207 270 22 80
E-mail: derek.walton@fco.gov.uk

Mr Rob LINHAM, Head of Council of Europe Human Rights Policy, Ministry of Justice, 102 Petty France, London, SW1H 9AJ
Tel: 00 44 20 3334 3851 - Fax: 00 44 20 3334 3744
E-mail: rob.lingham@justice.gsi.gov.uk

PARTICIPANTS

Parliamentary Assembly / Assemblée parlementaire

Mr Andrew DRZEMCZEWSKI, Head of Department, Legal Affairs & Human Rights Department of Parliamentary Assembly / Chef du Service des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire
Tel: 00 33 3 88 41 23 26 - Fax: 00 33 3 88 41 27 02
E-mail: andrew.drzemczewski@coe.int

European Court of Human Rights / Cour européenne des droits de l'homme

Sir Nicolas BRATZA, President of the European Court of Human Rights / Président de la Cour européenne des droits de l'Homme
Tel : 00 33 3 88 41 44 80
E-mail: nicolas.bratza@echr.coe.int

Registry of the European Court of Human Rights / Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme

Mr Erik FRIBERGH, Registrar of the European Court of Human Rights / Greffier de la Cour européenne des droits de l'homme
Tel : 00 33 3 88 41 23 60
E-mail: Erik.Fribergh@echr.coe.int

Mr Patrick TITIUN, Head of Office, Private Office of the President of the European Court of Human Rights / Chef de Cabinet, Cabinet du Président de la Cour européenne des droits de l'homme
Tel: 00 33 3 88 41 32 76
E-mail: Patrick.Titiun@echr.coe.int

Mr John DARCY, Adviser to the President and the Registrar, Private Office of the President, European Court of Human Rights / Conseiller du président et du greffier, Cabinet du Président, Cour européenne des droits de l'homme
Tel: 00 33 3 88 41 31 56
E-mail: john.darcy@echr.coe.int

Secretariat of the Committee of Ministers / Secrétariat du Comité des Ministres

Apologised/excusé

Department for the Execution of Judgments of the Court/ Service de l'Exécution des Arrêts de la Cour

Mr Fredrik SUNDBERG, Deputy to the Head of Department, Department for the Execution of Judgments of the Court / Adjoint à la Chef de Service, Service de l'exécution des arrêts de la Cour
Tel: 00 33 3 88 41 28 07
E-mail: fredrik.sundberg@coe.int

Directorate of Legal Advice and Public International Law/ Direction du Conseil juridique et du droit international public / (CAHDI)

Apologised / Excusé

Office of the Commissioner for Human Rights of the Council of Europe / Bureau du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

Ms Anne WEBER, Adviser / Conseillère, Office of the Commissioner for Human Rights of the Council of Europe / Bureau du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

Tél : 00 33 3 88 41 39 95

e-mail : anne.weber@coe.int

Conference of INGOs of the Council of Europe / Conférence des OING du Conseil de l'Europe

Mr Giuseppe GUARNERI, 18, rue Eugène Carrière, F-67000 Strasbourg

Tel: 00 33 3 88 60 25 48

E-mail: gguarneri@noos.fr

Council of the European Union / Conseil de l'Union européenne

Apologised/excusé

European External Action Service / Service européen d'action extérieure

Mr Luis Pablo TARIN MARTIN, Deputy to the Head of Delegation, EU Delegation to Council of Europe, 18 Bd. de l'Orangerie, F-67000 Strasbourg

Tel: 00 33 (0)3 90 40 60 83

E-mail: luis.tarin-martin@ec.europa.eu

Mr Lórant HAVAS, Legal Advisor, Legal Affairs Division, EEAS,

Tel: 00 32 (0) 42 29 95 373

E-mail: lorant.havas@eeas.europa.eu

OBSERVERS / OBSERVATEURS

HOLY SEE / SAINT-SIÈGE

Mr Grégor PUPPINCK, 4 quai Koch, F-67000 Strasbourg

Tel: 00 33 (0) 3 88 24 94 40 - Fax: 00 33 (0) 3 88 24 94 47

E-mail: g.puppinck@gmail.com

Mlle Andrea POPESCU, 4 quai Koch, F-67000 Strasbourg

Tel: 00 33 (0) 3 88 24 94 40- Fax: 00 33 (0) 3 88 24 94 47

JAPAN / JAPON

Mr Hideaki GUNJI, Consul (Attorney), Consulate-General of Japan, Consulate-General of Japan, "Tour Europe" 20 Place des Halles, F-67000 Strasbourg

Tel: 00 33 (0) 3 88 52 85 05 - Fax 00 33 (0) 3 88 22 62 39

E-mail: hideaki.gunji@mofa.go.jp

MEXICO / MEXIQUE

Mr Alejandro MARTINEZ PERALTA, Adjoint à l'Observateur Permanent du Mexique,
Permanent Representation of Mexico to the Council of Europe, 8, boulevard du Président
Edwards, 67000 Strasbourg

Tel: 00 33 3 88 24 26 81 - Fax: 00 33 3 88 24 10 87

E-mail: repmex.strasbourg@orange.fr

Non-member State / Pays non-membre**BELARUS**

Mr Alexander OPIMAKH, Head of OSCE and Council of Europe Unit, Department of Europe,
Ministry of Foreign Affairs of Belarus

E-mail: belmission_coe@mail.by

European Group of National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights (NHRI) / Groupe européen des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'Homme (INDH)

Mr Bruce ADAMSON, Legal Officer, Scottish Human Rights Commission

Tel: 00 44 131 240 2992; 00 44 7 833 402 286

E-mail: bruce.adamson@scottishhumanrights.com

Ms Mary CUNNEEN, Senior Lawyer with the UK Equality and Human Rights Commission

E-mail: mary.cunneen@equalityhumanrights.com

Ms Sinead LUCEY, Senior Enquiries and Legal Officer, Irish Human Rights Commission

Non governmental Organisations / Organisations non-gouvernementales**Amnesty International**

Mr Sébastien RAMU, Senior Legal Adviser, Law and Policy Programme,
Amnesty International - IS, 1 Easton Street, UK - London WC1X 0DW

Tél: 00 44 (0) 203 036 5456 - Fax: 00 44 (0) 207 956 1157

E-mail: sramu@amnesty.org

International Commission of Jurists (ICJ) / Commission internationale de Juristes (CIJ)

Ms Róisín PILLAY, Senior Legal Advisor, Europe programme, International Commission of Jurists,
PO Box 91, 33 rue des Bains, CH-1211 Geneva 8

Tel: 00 41 22 979 38 30 - Fax: 00 41 22 979 38 01

E-mail: pillay@icj.org

* * *

SECRETARIAT**DG I – Human Rights and Rule of Law / Droits de l’Homme et État de droit
Council of Europe / Conseil de l’Europe, F-67075 Strasbourg Cedex**

Mr Philippe BOILLAT, Director General / Directeur Général, Directorate General of Human Rights and Rule of Law / Direction Générale des droits de l’Homme et de l’Etat de droit
Tel: 00 33 3 88 41 34 10
E-mail: philippe.boillat@coe.int

Mr Christos GIAKOUMOPOULOS, Director / Directeur, Human Rights Directorate / Direction des droits de l’Homme
Tel: 00 33 3 88 41 21 16
E-mail: christos.giakoumopoulos@coe.int

Mr Jörg POLAKIEWICZ, Head of Department / Chef de Service, Human Rights Policy and Development Department / Service des politiques et du développement des droits de l’Homme
Tel: 00 33 3 88 41 29 19
E-mail: jorg.polakiewicz@coe.int

Mr Alfonso DE SALAS, Head of Division / Chef de Division, Human Rights Intergovernmental Cooperation Division / Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l’Homme, Secretary of the CDDH / Secrétaire du CDDH
Tel: 00 33 3 88 41 23 24
E-mail: alfonso.desalas@coe.int

Mr David MILNER, Administrator / Administrateur, Human Rights Intergovernmental Cooperation Division / Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l’Homme
Tel: 00 33 3 90 21 53 27
E-mail: david.milner@coe.int

Mr Daniele CANGEMI, Head of Division / Chef de Division, Human Rights Law and Policy Division / Division du droit et de la politique des droits de l’Homme
Tel: 00 33 3 88 41 22 24 - Fax: 00 33 3 88 41 37 39
E-mail: nicola-daniel.cangemi@coe.int

Mr Matthias KLOTH, Administrator, Human Rights Law and Policy Division / Division du droit et de la politique des droits de l’Homme
Tel: 00 33 3 90 21 49 84
E-mail: matthias.kloth@coe.int

Mme Virginie FLORES, Lawyer / Juriste, Human Rights Intergovernmental Cooperation Division / Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l’Homme
Tel: 00 33 3 90 21 40 95
E-mail: virginie.flores@coe.int

Mr Simon TONELLI, Head of Division / Chef de Division, Gender Equality Division / Division de l’Égalité entre les femmes et les hommes
Tel: 00 33 3 88 41 21 62 - Fax: 00 33 3 88 41 27 94 / 27 05
E-mail: simon.tonelli@coe.int

Mme Anne-Marie FARADJI, Administrator/ Administratrice, Gender Equality Division /
Division de l'Égalité entre les femmes et les hommes
Tel: 00 33 3 88 41 21 30 - Fax: 00 33 3 88 41 27 94 / 27 05
E-mail: anne-marie@faradji@coe.int

Mme Paula HINCHY, Assistant / Assistante, Gender Equality and Violence against Women
DG I - Human Rights and Rule of Law Council of Europe
Tel: 00 33 3 88 41 37 36
E-mail: Paula.HINCHY@coe.int

Mme Szilvia SIMOND, Assistant / Assistante, Human Rights Intergovernmental Cooperation
Division / Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l'Homme
Tel: 00 33 3 90 21 55 44 - Fax: 00 33 3 88 41 37 39
E-mail: szilvia.simond@coe.int

Mlle Aurélie JACQUOT, Assistant / Assistante, Human Rights Intergovernmental Cooperation
Division / Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l'Homme
Tel: 00 33 3 90 21 45 02 - Fax: 00 33 3 88 41 37 39
E-mail: aurelie.jacquot@coe.int

* * *

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Ms Sally BAILEY-RAVET
Ms Corinne McGEORGE
Ms Chloé CHENETIER

* * *

Annexe II**Ordre du jour (tel qu'adopté)****POINT 1 : OUVERTURE DE LA REUNION DU CDDH, ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DE L'ORDRE DES TRAVAUX**

Projet d'ordre des travaux	CDDH(2012)OT001
Document de référence	CDDH(2012)001
Rapport de la 73 ^e réunion du CDDH (6-9 décembre 2011)	CDDH(2011)R73
Rapport de la 84 ^e réunion du Bureau du CDDH (Paris, 30-31 janvier 2012)	CDDH-BU(2012)R84

POINT 2 : RECOMMANDATIONS DE L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE

Document de référence	CDDH(2012)001
-----------------------	---------------

POINT 3 : ECHANGES DE VUES AVEC DES PERSONNALITES

Document de référence	CDDH(2012)001
Rapport de la 73 ^e réunion du CDDH (6-9 décembre 2011)	CDDH(2011)R73
Rapport de la 84 ^e réunion du Bureau du CDDH (Paris, 30-31 janvier 2012)	CDDH-BU(2012)R84

3.1 Échange de vues avec le Président de la Cour européenne des droits de l'homme**3.2 Personnalités à inviter****POINT 4: TRAVAUX MENES PAR LE COMITE D'EXPERTS SUR LA REFORME DE LA COUR (DH-GDR)**

Document de référence	CDDH (2012)001
Rapport de la 1 ^e réunion du DH-GDR (17-20 janvier 2012)	DH-GDR(2012)R1
Rapport de la 84 ^e réunion du Bureau du CDDH (Paris, 30-31 janvier 2012)	CDDH-BU(2012)R84

4.1 Projet de rapport final sur des mesures nécessitant des amendements à la Convention**4.2 Projet de contribution du CDDH à la Conférence ministérielle organisée par la Présidence britannique du Comité des Ministres****POINT 5 : PROJET D'INSTRUMENT NON CONTRAIGNANT CONCERNANT LA SELECTION DES CANDIDATS POUR LE POSTE DE JUGE A LA COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME**

Document de référence	CDDH(2012)001
Rapport de la 2 ^e réunion du CDDH-SC (11-13 janvier 2012)	CDDH-SC(2012)R2
Projet de lignes directrices	CDDH-SC(2012)R2
	Annexe III
Projet d'exposé des motifs	CDDH-SC(2012)R2

Rapport de la 84^e réunion du Bureau du CDDH (Paris, 30-31 janvier 2012)

Annexe IV
CDDH-BU(202)R84

POINT 6 : DEVELOPPEMENT ET PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME

Document de référence	CDDH(2012)001
Étude préliminaire concernant la promotion des droits et de la dignité des personnes âgées	CDDH(2012)002
Rapport de la 84 ^e réunion du Bureau du CDDH (Paris, 30-31 janvier 2012)	CDDH-BU(2012)R84

POINT 7 : BIOETHIQUE

Rapport de la 73 ^e réunion du CDDH (6-9 décembre 2011)	CDDH(2011)R73
Rapport de la 84 ^e réunion du Bureau du CDDH (Paris, 30-31 janvier 2012)	CDDH-BU(2012)R84

POINT 8 : EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Rapport de la 73 ^e réunion du CDDH (6-9 décembre 2011)	CDDH(2011)R73
Rapport de la 84 ^e réunion du Bureau du CDDH (Paris, 30-31 janvier 2012)	CDDH-BU(202)R84

POINT 9 : CONTRIBUTION DU CDDH A LA 31^E CONFERENCE DES MINISTRES DE LA JUSTICE DU CONSEIL DE L'EUROPE (VIENNE, 20-21 SEPTEMBRE 2012)

Rapport de la 84 ^e réunion du Bureau du CDDH (Paris, 30-31 janvier 2012)	CDDH-BU(202)R84
---	-----------------

POINT 10 : DESIGNATION D'EXPERTS POUR DES INSTANCES SUBORDONNEES

Document de référence	CDDH(2012)001
Suggestions du Secrétariat sur les modalités de désignation des membres de la GEC	CDDH(2012)003
Rapport de la 84 ^e réunion du Bureau du CDDH (Paris, 30-31 janvier 2012)	CDDH-BU(2012)R84

POINT 11 : CALENDRIER

* * *

Annexe III

(seulement en anglais)

**Allocution du Président de la Cour européenne des droits de l'homme,
sir Nicolas BRATZA**

Chairman,

Members of the Steering Committee,

Thank you for your inviting me to meet with you today.

I need hardly say that these are crucial times for the European Convention on Human Rights, and for the Court. Within just over two months the reform process will move into a new phase, with key decisions being taken at the high-level conference in Brighton.

You have been working this week on your contribution to the conference, and the Court is doing likewise. I will say something about that in a moment.

You are also bringing the first phase of the reform to a close, as you finalise your report to the Committee of Ministers following up on Interlaken and Izmir, setting out possible reforms to the Convention.

The Court has followed all of this work closely, and has been closely involved in the process.

Let me say a word of special thanks to you, Chairman, and your colleagues in Strasbourg and London for the close contacts you have maintained with myself and the Registrar over the past few months.

May I also reiterate what I said during the annual press conference two weeks ago about the alleged conflict between the Court and the United Kingdom Government which the Press are so keen to exploit. I pointed out then that there was a great deal said by the Prime Minister during his speech to the Parliamentary Assembly with which we agreed. In particular, we agreed that the Court should not act as a Court of "fourth instance", that it should not see itself as an immigration tribunal or as a small claims court. Our disagreement was with the suggestion that this is in fact how we viewed ourselves or how we behaved as a Court. Where we wholly agreed with the Prime Minister was in his statement that the Court's backlog is unacceptably high, being overburdened with inadmissible cases and with repetitive cases with which we should not have to deal. And here we were gratified by his acknowledgement of the impressive steps taken by the Court itself to filter out inadmissible cases. Where we also agreed was in his view that there was still room for improving the efficiency of the Court and for this reason I made clear that we would as a Court give our support to any proposal for reform which would in our view achieve this aim without sacrificing the right of individual petition which had been the hallmark of the Convention system.

The reform process is anything but easy, and demands a shared responsibility, a strong collaborative effort from all involved in it:

- the States, as the authors of the Convention, and guarantors in the first place of human rights;

- the Court, as the centrepiece of Europe's unrivalled human rights system;
- the Parliamentary Assembly, civil society, national human rights institutions – all of them already actors in the system in their different ways and strong advocates for the Convention, and all of them joining in the reform debates.

This process, initiated at Interlaken, began with a clear-eyed assessment of the situation of the Court, and the consequences of this on its functioning. For a great number of applicants, the experience at Strasbourg was one of excessive delay. That assessment was accompanied by a strong re-affirmation by States of the great value of the Convention, and their firm support for the Court.

The past two years can be described as a phase both exploratory and analytical, where ideas are brought forward to be weighed and tested through discussion, and both the arguments and counter-arguments laid out. Being deliberative, it is not a speedy process – this is reflected in the Interlaken time-frame.

One of the merits of this is that it allows the process to respond and adjust to developments. I refer specifically to the improved functioning of the filtering system last year. It was both encouraging news in its own right, and helpful for the reform discussions, allowing the focus to move on to the bigger issue of the backlog of cases pending at the higher levels of the Court.

The repetitive case phenomenon is nothing new – all that changes are the numbers. Along with these is the challenge posed by applications that are not repetitive and which – under the Court's prioritisation policy – are but medium priorities. The techniques that have proven to be effective for repetitive cases - such as the pilot-judgment procedure, simplified judgments and grouped judgments – are not directly transposable. Innovation and development is required, from the Court but also from States.

This brings me to the points that the Court is currently discussing internally as it prepares to make its contribution to the Brighton Conference. The discussions are focusing not merely on the proposals for reform already indicated by the United Kingdom Government but on further possible proposals for reform. It is hoped that the Plenary Court will be able to discuss and adopt at least a provisional paper on 20 February, and it will be forwarded to the Committee of Ministers as soon as can be arranged thereafter.

Pending the Plenary's considered view on the matter, I will already give an indication of the points under our consideration.

Our Committee on Working Methods undertook an intensive review in late 2011 of the Court's practice and procedures for dealing with the different types of case before it. Whatever Convention amendments are ultimately enacted, it is clear that we will have to work within the system as it is today for some years yet. Its analysis and proposals were discussed at length by the Court's Sections last month, in preparation for consideration at the next Plenary.

The ideas before us include wider use of the Well-Established Case Law procedure - the WECL procedure -, which so far has been used essentially to deal with repetitive cases. As you will know, though, a broader, more significant role was clearly envisaged by the drafters of Protocol No. 14. A more extensive approach based on the idea that established case-law in relation to one respondent State could also be relied on in relation to other respondent States

would enable far more cases to be dealt with under a summary procedure and would allow the Court's WECL committees to act more effectively, with the benefit of a "varied" legal diet.

There are other ideas relating to admissibility and filtering. These include:

- first, a stricter application of the 6-month rule, in particular by requiring the lodging not merely of an informal letter of complaint within the 6-month period permitted but of a fully completed and detailed application form with the essential supporting documents within that period ;
- second, the generalisation within the Court of the new methods developed by the filtering Section so as to cover all States and not merely those with the highest number of inadmissible complaints. As already foreshadowed, with additional resources, it is hoped by these methods to meet the twin challenges of dealing with all new applications within a short time of their arrival and disposing of all applications now pending before single judges by the year 2015. I will leave it if I may to the Registrar, Erik Fribergh, to add something on the question of the necessary resources;
- third, possible simpler procedures for communicating cases, both repetitive and "normal" Chamber cases which would entail less processing at the outset by the Registry and the sharing of the administrative burden with the relevant State authorities.

I stress that these are just indications of the points tabled for discussion within the Plenary.

Another issue that the Court will almost certainly stress in its contribution is the vital responsibility of the States themselves to ensure the more effective implementation of the Convention at national level as well as the urgent need to improve the execution of judgments. As I emphasised in my address at the formal Opening of the Legal Year, the only effective solution for a situation in which the Court has over 30,000 repetitive cases on its docket lies with the States themselves and with a stronger and more effective means of execution of the Court's judgments. It is a constant weakness in the Convention system with the damaging consequences that we all know too well. States need to take a harder look at the matter, and strong measures – possibly going as far as fines or levies being imposed on States in default – should be brought into the discussion. But it is also important that assistance should be provided to enable States to tackle and resolve underlying structural problems where these exist.

The Court will also address the issue of case-law consistency, a point raised by States at both Interlaken and Izmir. You will have seen from the Jurisconsult's paper on this last year the existing internal means that the Court has to detect and deal with potential contradictions or divergences of case-law. These will be strengthened, with amendments to the relevant Rules of Court and an internal presidential instruction.

Finally, the Court will issue a reflection paper on the subject of advisory opinions. The issue has been analysed and discussed at length and in depth since last summer. The detailed proposal elaborated by the Dutch and Norwegian delegates to this committee was, I should say, very helpful for us. It provided a ready-made structure for our consideration of the issue, and gave us a good insight into the diverse views of the CDDH membership. Since views diverge within the Court as well on this issue, we thought the format of a reflection paper to be the most appropriate. What is clear is that there should be further detailed consideration given to the issue in which the Court is directly involved.

Annexe IV

**Membres de la Commission pour l'égalité
entre les femmes et les hommes (GEC)
participant aux travaux aux frais du Conseil de l'Europe**

Méthode de désignation (telle qu'adoptée par le Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) lors de sa 74^e réunion (7-10 février 2012))

1. La liste des candidats, assortie des C.V. pertinents, a été définitivement close mardi 7 février 2012 à 18h00, afin de permettre aux Délégations qui avaient exprimé leur intérêt à participer aux travaux de la GEC mais qui n'avaient pas encore pu envoyer leur dossier de le faire.
2. Les mandats seront de 2 ans. Toutefois, afin d'assurer la rotation prévue dans le mandat de la GEC :
 - (i) un tirage au sort aura lieu parmi les membres élus afin de désigner les 8 dont le mandat sera de 3 ans au lieu de 2 ;
 - (ii) les membres de la GEC ne sont pas rééligibles pour un second mandat consécutif ;
 - (iii) les pays dont un membre a participé aux travaux de la GEC aux frais de l'Organisation ne pourra pas présenter un nouveau candidat lors des élections immédiatement suivantes.
3. Il n'est pas nécessaire de procéder à la désignation de suppléants.
4. Un bulletin de vote sera préparé dans lequel figureront tous les candidats présentés dans l'ordre alphabétique anglais de leurs pays respectifs. Les votants pourront cocher un maximum de 16 cases. Les 16 candidats ayant obtenu le plus haut score de voix en faveur seront retenus pour participer aux travaux de la GEC aux frais de l'Organisation, étant entendu que tout pays peut envoyer à tout moment d'autres membres à ses propres frais. Lors de la désignation des candidats, chaque votant est invité à garder à l'esprit, comme critères généraux, la nécessité d'assurer un équilibre géographique et entre les genres, ainsi que la qualité des membres à la lumière des C.V. reçus.
5. Le scrutin aura lieu jeudi 9 février 2012, de 10h15 à 11h15.
6. Il appartiendra à la GEC de proposer les noms de ses Président(e) et Vice-Président(e), qui seront ultérieurement confirmés par le CDDH.

**Résultat du vote ayant eu lieu lors de la 74^e réunion du CDDH (7-10 février 2012)
pour désigner les membres de la Commission pour l'égalité entre les femmes et les
hommes (GEC) participant aux travaux aux frais du Conseil de l'Europe**

	FIN DU MANDAT	REFERENCES
Ms Karine SOUDJIAN (Arménie)	31 décembre 2013	74 ^e réunion (7-10 février 2012)
Dr Eva FHERINGER (Autriche)	31 décembre 2014	74 ^e réunion (7-10 février 2012)
Ms Päivi YLI-PIETILÄ (Finlande)	31 décembre 2013	74 ^e réunion (7-10 février 2012)
Ms Sophie DEL CORSO (France)	31 décembre 2013	74 ^e réunion (7-10 février 2012)
Ms Pauline MOREAU (Irlande)	31 décembre 2013	74 ^e réunion (7-10 février 2012)
Mr Michele PALMA (Italie)	31 décembre 2013	74 ^e réunion (7-10 février 2012)
Ms Vanda JURSENIENE (Lituanie)	31 décembre 2014	74 ^e réunion (7-10 février 2012)
Ms Carlien SCHEELE (Pays-Bas)	31 décembre 2014	74 ^e réunion (7-10 février 2012)
Mr Inge OVESEN (Norvège)	31 décembre 2014	74 ^e réunion (7-10 février 2012)
Ms Monika KSIENIEWICZ (Pologne)	31 décembre 2014	74 ^e réunion (7-10 février 2012)
Ms Isabel ROMÃO (Portugal)	31 décembre 2014	74 ^e réunion (7-10 février 2012)
Mr Andrey NIKIFOROV (Fédération de Russie)	31 décembre 2013	74 ^e réunion (7-10 février 2012)
Ms Violeta NEUBAUER (Slovénie)	31 décembre 2013	74 ^e réunion (7-10 février 2012)
Mr Guillaume MONFORT JUAREZ (Espagne)	31 décembre 2014	74 ^e réunion (7-10 février 2012)
Ms Sylvie DURRER (Suisse)	31 décembre 2014	74 ^e réunion (7-10 février 2012)
Mr Sergiy KYSLYTSYA (Ukraine)	31 décembre 2013	74 ^e réunion (7-10 février 2012)

Annexe V**Calendrier des réunions du CDDH et de ses instances subordonnées**(tel qu'adopté par le CDDH lors de sa 74^e réunion (7-10 février 2012))

1 ^e semestre 2012		
Réunion du Groupe sur les pratiques nationales de sélection des candidats au poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme		11-13 janvier
1 ^e réunion du Comité d'experts sur la réforme de la Cour (DH-GDR)		17-20 janvier
<i>Ouverture de l'année judiciaire – Cour européenne des droits de l'homme</i>		27 janvier
84 ^e réunion du Bureau du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH-BU)		Paris, 30-31 janvier
74 ^e réunion du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH)		7-10 février
<i>Délégués des Ministres</i>		22 février
1 ^e réunion du Groupe de rédaction A sur la réforme de la Cour (GT-GDR-A)		14-16 mars
Réunion du Bureau du Comité de bioéthique (DH-BIO-BU)		22-23 mars
1 ^e réunion du Groupe de rédaction sur les droits des personnes âgées (CDDH-AGE)		21-23 mars
<i>Conférence de haut niveau sous la présidence britannique du Comité des Ministres</i>		<i>Brighton, 18-20 avril</i>
1 ^e réunion de la Commission pour l'égalité entre les femmes et les hommes (GEC)		25-27 avril
4 ^e réunion du Comité d'experts sur une procédure simplifiée d'amendement (DH-PS)		14-16 mai
2^e réunion du Groupe de rédaction A sur la réforme de la Cour (GT-GDR-A)		30 mai – 1^{er} juin
85 ^e réunion du Bureau du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH-BU)		Paris, 7-8 juin
1 ^e réunion du Comité de bioéthique (DH-BIO)		19-22 juin
75 ^e réunion du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH)		19-22 juin

Second semestre 2012		
<i>Séminaire sur les droits de l'homme et l'environnement</i>		<i>Białowieża (Pologne) [septembre]</i>
2 ^e réunion du Groupe de rédaction A sur la réforme de la Cour (GT-GDR-A)		5-7 septembre
1 ^e réunion du Groupe de rédaction B sur la réforme de la Cour (GT-GDR-B)		12-14 septembre
<i>31^e Conférence des Ministres de la Justice du Conseil de l'Europe – « Réponses de la Justice à la violence urbaine »</i>		<i>Vienne 20-21 septembre</i>
2 ^e réunion du Groupe de rédaction sur les personnes âgées (CDDH-AGE)		24-26 septembre
2 ^e réunion du Groupe de rédaction B sur la réforme de la Cour (GT-GDR-B)		10-12 octobre
2 ^e réunion de la Commission pour l'égalité entre les femmes et les hommes (GEC)		24-26 octobre
2 ^e réunion du Comité d'experts sur la réforme de la Cour (DH-GDR)		29-31 octobre
86 ^e réunion du Bureau du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH-BU)		15-16 novembre
2 ^e réunion du Comité de bioéthique (DH-BIO)		[novembre]
76 ^e réunion du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH)		27-30 novembre